

Crise: 2010, début de la reprise

Entretien avec Nezha Lahrichi, PDG de la Smaex

• Confronter les espoirs de reprise par l'analogie de la crise asiatique 77-78

• Les pays émergents d'Asie ont pu se redresser rapidement

• Où est passée la transformation annoncée de l'architecture financière mondiale?

Le cœur de métier de la Smaex (Société marocaine d'assurance à l'exportation) est d'optimiser et de sécuriser le poste client des exportateurs. Ce faisant, la veille et le suivi du contexte international permettent d'anticiper les évolutions possibles. D'ailleurs, l'organisation par la Smaex d'un colloque international sur la crise financière en mai 2008 s'inscrit dans cette démarche. Son PDG, Nezha Lahrichi, se basant sur l'analyse des professionnels de l'assurance crédit, revient sur les perspectives de reprise dans cet entretien.

- L'Economiste: La guerre que se livrent les conjoncturistes ne permet pas de voir clair dans la crise actuelle...

- Nezha Lahrichi: Les analyses des assureurs crédit d'une façon générale laissent apparaître des espoirs de reprise au 1er semestre 2010. Mais les économistes continuent à chercher les précédents historiques, qui pourraient éclairer la crise actuelle pour essayer d'imaginer les suites probables. Les analogies faites concernant souvent la grande dépression de 1929, qui

a vu s'effondrer la moitié des banques américaines, les prix, l'immobilier, l'emploi. Le taux de chômage avait atteint 25%...

- Où en sommes-nous aujourd'hui?
- Il n'y a ni effondrement ni dépression. Les espoirs de reprise économique peuvent être confortés par l'analogie, qui

peut être faite avec la grave crise financière qui a affecté, en 1997-1998, la zone Asie, la région la plus dynamique de la planète. Plusieurs éléments du diagnostic des deux crises sont similaires: politique monétaire accommodante; donc endettement excessif, laxisme de la réglementation, opacité de la sphère financière, afflux

NUMERO 3067 - PRIX MAROC: 4 DH - FRANCE: 1 € - DEPOT LEGAL: 100/1991 - DIRECTEUR DE PUBLICATION: ABDELMOUN

MARDI 14 JUILLET 2009

L'ECONOMISTE

LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

Crise: 2010, début de la reprise

de capitaux, entre autres. Après la crise de 1998, les pays émergents d'Asie ont pu se redresser rapidement parce que les facteurs structurels, à l'origine de leur croissance, ont été maintenus: faiblesse de coût du travail, taux d'épargne élevé, taux de change compétitif...

- Pour autant, cette expérience n'a pas servi de leçon aux autres régions du monde...

- En effet, après la crise asiatique, on avait prédit une transformation profonde de l'architecture financière mondiale, mais rien de tel ne s'est produit. On a plutôt assisté à une amélioration progressive du système financier: indépendance des Banques centrales, plus de transparence financière, surveillance bancaire renforcée, ce qui a d'ailleurs protégé les économies asiatiques de la crise des subprimes.

- Quels sont les signes qui permettent d'espérer aujourd'hui un retour à la normale?

- La crise actuelle est certes la plus grave depuis 1929 et son épicerie se situe aux Etats-Unis. Le paysage bancaire est profondément bouleversé, mais les facteurs explicatifs du long cycle de croissance économique américaine existent toujours. Ils ont pour noms flexibilité du marché du travail, culture et développement du financement à travers le capital-risque, partenariat universités-entreprises...

La sortie de crise et le changement du modèle de développement passent par la croissance verte. Or, à titre d'exemple, la Silicon Valley a opéré cette mue et les travaux de recherche préparent les conditions de mise en œuvre du développement



«La sortie de crise et le changement du modèle de développement passent par la croissance verte», dit Nezha Lahrichi, PDG de la Smaex (Ph. Smaex)

durable. L'hypothèse du démarrage de l'économie américaine se trouve ainsi confrontée.

- On en est encore loin de ces vœux?

- Oui. Pour le moment, les signaux restent contradictoires, mais les destructions d'emplois ont reculé aux Etats-Unis: 345.000 contre 640.000 au cours des 6 derniers mois, mais le taux de chômage a atteint 9,4%. Ce qui pousse à la constitution d'une épargne de précaution de l'ordre de 6%. Les ménages ne peuvent plus compter sur leur richesse ni sur l'endettement, par conséquent, la marge de progression de la consommation est limitée et les dépenses de consommation n'ont pas encore repris. □

Propos recueillis par
Bachir THIAM

Mardi 14 Juillet 2009